



Fewer Africa

Forum on Early Warning and
Early Response – Africa



Africa Initiative Programme

« Nous voulons la paix.... mais à quel prix ? »
Peinture d'un artiste de Kinshasa



INDICATEURS DE CONFLIT ET DE PAIX EN RDC
JUILLET 2005

Ce rapport est fondé sur des interviews de terrain des acteurs-clefs aussi bien locaux que régionaux, en combinaison avec des informations collectées durant la période allant du 1 au 20 juillet 2005. Il est axé essentiellement sur la préparation des élections à Kinshasa et sur les récentes attaques menées par les FDLR au Sud Kivu. (Le document original en anglais fait foi)

INTRODUCTION

Le 30 juin et la "fin présumée de la transition" se sont déroulés sans conflit majeur, comme certains l'avaient prédit. Les tensions en RDC et la précarité du processus de paix sont pourtant plus présentes désormais que jamais auparavant. Les politiciens mécontents et les chefs de milices abondent. Des autorités militaires et administratives parallèles continuent à contourner le processus d'intégration nationale à tous les niveaux. La priorité actuelle à Kinshasa est l'enregistrement des électeurs qui ont atteint plus de 2,5 millions au 16 juillet, selon la commission électorale.¹ Bien que le chef de l'UDPS, Tshisekedi, ait appelé au boycott du processus d'enregistrement, des milliers de ses partisans, provenant de la circonscription de Limete à Kinshasa (fief de l'UDPS) se sont néanmoins inscrits pour voter.²

Durant la première semaine de juillet, la MONUC a entamé l'opération 'Falcon Sweep' dans le Sud Kivu. Officiellement, le but de cette opération est de "repousser les combattants (FDLR/Rastas) vers des lieux encore plus isolés et inhabités et de les priver de toute ressource extérieure". Le 7 juillet, la MONUC a lancé l'opération "Poignée de fer"³ ayant pour but de détruire les camps des FDLR au Sud Kivu. Cependant, il n'y a pas eu de confrontation entre les soldats de l'ONU et ceux des FDLR et peu d'armes ont été saisies.⁴ Deux jours plus tard, le 9 juillet, le village de Mamba est attaqué par des rebelles rwandais et des Hutus congolais, tuant jusqu'à 50 civils, en représailles à la collaboration des villageois avec la MONUC. Anastase Munyandekwe, le chef politique des FDLR, a affirmé « Le FDLR n'a pas participé à ces actions et condamne la perte de vies humaines ». ⁵ Alors qu'il est impossible au moment de la rédaction de ce rapport de dire exactement qui a participé aux massacres, il ne fait aucun doute qu'ils ont été organisés et exécutés par des forces agissant en complicité avec les FDLR. La MONUC est désormais confrontée à une nouvelle « faillite de crédibilité »⁶ et a besoin de montrer de façon urgente que les forces présentes dans les Kivus sont capables de contribuer à la protection des populations civiles congolaises.

Le porte-parole de la MONUC, Thierry Provendier, a expliqué que « La MONUC n'était pas mandatée pour désarmer de façon forcée et pour rapatrier les Forces rwandaises⁷. » La MONUC a pourtant le même mandat pour les Kivus que pour l'Ituri où elle a mené un désarmement forcé d'éléments de groupes de milices. Un des officiels du gouvernement congolais du sud Kivu a énoncé, "les actions de la MONUC en cours sont un exercice de relations publiques, et non un réel exercice militaire".⁸

Ce rapport examinera les développements des événements en RDC du 9 au 22 juillet en relation avec l'importance accordée en ce moment aux élections nationales et avec l'instabilité continue dans l'est de la RDC. Alors que la psychose du 30 juin se dissipe, la communauté internationale est encore extrêmement consciente des tensions ainsi que du manque total d'articulation entre le niveau national du processus de paix (enregistrement de 2,5 millions d'électeurs à Kinshasa) et les dynamiques locales de conflit (40 civils brûlés à mort dans une attaque sur un village dans le sud du Kivu).

¹ Interview par Radio Okapi du chef de la commission électorale. Transcription disponible sur www.radiokapi.net

² Interviews, Kinshasa, juillet 2005.

³ L'opération impliquant plus de 1000 soldats de l'ONU a commencé le 5 juillet, officiellement annoncée le 7 juillet (interviews téléphoniques, ONU, Kivu du sud).

⁴ Les raids durant la semaine du 9 juillet ont néanmoins collecté des centaines d'unités de munitions ainsi que des nouveaux approvisionnements non-militaires suggérant un éventuel renouvellement de support et propageant des rumeurs d'implication de Kinshasa.

⁵ Interview téléphonique d' Anastase Munyandekwe. Nairobi-Bruxelles, juillet 2005.

⁶ Expression utilisée pour décrire le complaisance de la MONUC en Ituri face aux exactions des milices en Ituri, Avril 2003.

⁷ Point de presse, 23 juillet 2005, MONUC, Kinshasa.

⁸ Interview téléphonique du gouverneur du sud du Kivu, juillet 2005.

POINTS FONDAMENTAUX

DESARMEMENT DES FDLR, LA MONUC ET L'EST DE LA RDC

La MONUC a un "nouveau visage", après avoir été restreinte par un mandat qui, pendant longtemps, l'a rendu incapable de faire face à la réalité du conflit dans les Grands Lacs. "La MONUC a un mandat du type chapitre VII et a montré par ses actions en Ituri qu'elle est capable d'exercer ce mandat et tente désormais de faire de même dans les Kivus".⁹ Les récentes actions de la MONUC ayant pour but de désarmer les FDLR ont été critiquées par le journal « officiel » du Rwanda comme étant "mal préparées" et comme "précipitant les récents massacres dans le Sud Kivu".¹⁰ La MONUC se trouve à un point charnière et, sans une ferme action pour déloger les FDLR, pourrait se trouver face à une nouvelle crise à l'est du Congo.¹¹ Même un représentant du cabinet du président a admis que "donner priorité aux prochaines élections nationales en RDC ne parviendra pas à apporter la stabilité à la RDC ou à la région".¹²

Dans ses déclarations publiques la MONUC a souligné le fait qu'elle n'a pas le mandat pour désarmer de façon forcée les rebelles rwandais. La résolution du conseil de sécurité des Nations Unies 1565 stipule néanmoins que la MONUC peut "utiliser la force pour dissuader les auteurs de troubles... dans toute la partie Est de la RDC" (paragraphe 4, section A). En privé, plusieurs officiers de la MONUC ont reconnu que "ce n'est pas une question de mandat mais plutôt une question de capacité militaire". Depuis juin trois demandes ont été faites pour que des forces soient transférées d'Ituri au Kivu.¹³ Ces requêtes ont toutes été refusées¹⁴ et, étant données les accusations actuelles d'un soutien ougandais aux groupes armés de l'Ituri (voir plus bas), il n'est pas probable que le transfert des 5012 casques bleus de l'Ituri au Kivu ait lieu.

La crédibilité de la MONUC et de la communauté internationale dépendra de l'acquisition des fonds nécessaires pour le désarmement forcé et le rapatriement des rebelles rwandais qui sont à l'est de la RDC. L'armée congolaise est extrêmement mal préparée et incapable de faire face aux 8 à 10 000 combattants rwandais (estimations de l'ONU). Le département des opérations de maintien de la paix est plus préoccupé par la recherche de contributions supplémentaires au contingent destiné au Soudan. L'Union Africaine a déclaré que ses hommes sont prêts à être déployés mais qu'ils manquent des ressources suffisantes et que leur préparation en vue de ce déploiement n'a pas encore été réellement effectuée. Compte tenu de tout cela, la question reste de savoir qui va désarmer les FDLR. Un des officiers de l'ONU a déclaré « sans le soutien supplémentaire de la part d'un gouvernement occidental, nous ne pouvons réussir ». ¹⁵

⁹ Conférence de presse de la MONUC avant le lancement de l'opération "Plongeon du faucon", juillet 2005.

¹⁰ New Times. Editorial July 20, 2005.

¹¹ FEWER-AIP, *Ballots and Bullets in DRC (Salves et scrutin en RDC)*, programmé pour diffusion en août 2005.

¹² Interviews, Kinshasa, ambassades et officiels des Nations Unies. L'un des interviewés l'a formulé le mieux en disant que cette approche était "humanitaire - abordant donc seulement les effets du conflit - et myope, refusant de voir plus de 2 mois à l'avance"...

¹³ Entretien Juin, Kinshasa. Bureau du Structure Militaire Intégrée. (SMI)

¹⁴ Ceci a été dû en grande partie à la pression exercée par la Belgique. La première "brigade intégrée" mise sur pied à Kisangani est actuellement déployée en Ituri et est dépendante d'un soutien logistique de la mission onusienne. Le risque encouru par la Belgique en délivrant un soutien à l'intégration et à la formation de l'armée congolaise s'est traduit par un poids politique et une influence sur les autorités congolaises.

¹⁵ Interview d'un officier des Nations Unies, Kinshasa, juillet 2005. Cette interview a fait référence voilée à une "opération Artemis bis" - une intervention militaire d'un pays européen pour démilitariser les Kivus- ainsi qu'à une pression accrue sur les institutions du gouvernement national de transition pour accélérer la réforme de l'armée.



Fewer Africa

Forum on Early Warning and
Early Response – Africa



Africa Initiative Programme

Les représentants des différents groupes qui forment le gouvernement de transition (ex-gouvernement, MLC, RCD) s'étant exprimé en privé et en public pensent que les élections ne peuvent être tenues qu'après qu'il y ait eu progrès dans l'intégration des combattants des ex-groupes armés au sein d'une armée nationale ou leur réinsertion dans la vie civile.

Le porte-parole de l'UDPS dit quant à lui que le report de la date des élections est dû à un manque de volonté politique de la part de différents groupes d'une part et d'un manque de pression suffisante par le Comité International d'Accompagnement de la Transition (CIAT) d'autre part. Le manque de progrès dans les domaines de la réforme du secteur de sécurité (SSR) et du désarmement et réinsertion dans la communauté (DRC) a créé un malaise au sein de la communauté internationale à Kinshasa. Un exemple de manque d'intégration militaire est visible dans la province du Katanga. Après le supposé "complot sécessionniste" de mai¹⁶, environ 1500 militaires de la garde présidentielle ont été déployés vers Lubumbashi. Les membres de la garde présidentielle ne sont pas sous le contrôle du gouverneur militaire du Katanga et agissent indépendamment de la police ou des autres autorités provinciales. Selon les officiers de la gendarmerie katangaise et un commandant de la police nationale congolaise, la "GSSP (garde présidentielle au Katanga) prend ses ordres directement du Président". Des structures de commandement parallèles telles que celles-ci existent aussi bien en Equateur, dans les deux Kivus et à Kinshasa. La carte ci-dessous donne un aperçu du problème d'intégration militaire au Nord Kivu. Elle montre les forces différentes dans chaque région militaire de l'armée Nationale au Nord Kivu.¹⁷

¹⁶ Des observateurs internationaux et nationaux partagent l'opinion qu' "il n'y a pas de réel conspiration sécessionniste au Katanga et que les actuelles tensions ont été causées par les manipulations de politiciens-clefs". Interviews, Katanga, juin 2005 et *copie avancée du rapport de l'ONG des droits de l'homme ACID (Action contre l'impunité pour les droits humains)*.

¹⁷ Selon la situation en Mars 2005.



North Kivu Alliances



LUBERO
POLITICAL FACTIONS & STRENGTH: (A) RCD-KML (contest power of RCD-G) (B) RCD-Goma (limited control)
MILITARY UNITS OF FARDC: (A) FARDC-FAC, MLC, etc. (43rd, 38th Brigades) 36, 18 & 66 (B) ANC (12th Brigade)
COMMANDERS: (A) Colonel Abayomi (B)
POLITICAL/MILITARY ALLEGIANCES: (A) Pro-Transitional Government (B) Linked to RCD-G but some elements declared nullifiers
AGENDA: (A) (B) Prevent advance of FARDC troops & act as limit of RCD-G control
CONFLICT RISKS: Buffer zone disintegrates & ANC tries to push into the Grand Nord or vice versa i.e. FARDC South

Légende

- Chef-lieu de Province
- Cité
- Ville / PEA
- ▲ Volcans
- ✈ Aéroport
- Lacs
- Routes

WALIKALE
POLITICAL FACTIONS & STRENGTH: (A) RCD-Goma (minimal control) (B) Mai Mai (local support)
MILITARY UNITS OF FARDC: (A) FARDC-FAC, MLC (51st, 36th Brigades/Presidential Guard) (B) Mai Mai (14th, 15th & 18th Brigades)
COMMANDERS: (A) Colonel Seretika (B) Colonels Bekuwo, Shalikié & Soudain
POLITICAL/MILITARY ALLEGIANCES: (A) Pro-Transitional Government. Links to FFD (B) Links with 9th & 10th military region
AGENDA: (A) Further control of Transitional Government in North Kivu (B) Protect local populations & secure mining interest
CONFLICT RISKS: ANC attempt to take back control of Walikale & cassiterite trade. There is in-fighting between Mai Mai brigades

BENI
POLITICAL FACTIONS & STRENGTH: RCD-KML (contest power of RCD-G)
MILITARY UNITS OF FARDC: FARDC-FAC, MLC etc. (43rd, 38th Brigades)
COMMANDERS:
POLITICAL/MILITARY ALLEGIANCES: Pro-Transitional Government
AGENDA: Maintain political control & facilitate integration with RCD-G
CONFLICT RISKS: RCD-G try to take control of Beni by force

RUTSHURU
POLITICAL FACTIONS & STRENGTH: RCD-Goma (relatively strong)
MILITARY UNITS OF FARDC: (A) ANC (10th Brigade) (B) Mai Mai
COMMANDERS: (A) Colonel Smith (B) General Jackson
POLITICAL/MILITARY ALLEGIANCES: (A) Strong links with RCD-Goma (B) No chain of command, links with FDLR
AGENDA: (A) Maintain political control (B) Retain autonomy & local control
CONFLICT RISKS: Mai Mai refuse military integration & further clashes between them & ANC

Walikale

Rutshuru

Masisi

Goma

MASISI
POLITICAL FACTIONS & STRENGTH: RCD-Goma (relatively strong)
MILITARY UNITS OF FARDC: (A) ANC (11th Brigade) (B) Mai Mai (13th Brigade)
COMMANDERS: (A) Colonel Bonase (B) Colonel Akimant
POLITICAL/MILITARY ALLEGIANCES: (A) Support Hutu administration (B) Protect local Hutu community
AGENDA: (A) Maintain political control (B) Further Hutu representation
CONFLICT RISKS: Clashes between ANC & Mai Mai. Election violence between

GOMAM/RAGONGO
POLITICAL FACTIONS & STRENGTH: RCD-Goma (stronghold)
MILITARY UNITS OF FARDC: ANC (5th Brigade)
COMMANDERS: Colonel Mayange
POLITICAL/MILITARY ALLEGIANCES: Rwandophone community (Hutu) & links with Rwanda
AGENDA: Maintain political control
CONFLICT RISKS: Demonstration pro- or against Rwandaphones



Les aspects suivants vont continuer à être des entraves au processus de transition en RD Congo:

- Selon des estimations du gouvernement qui datent de 2003, il existe jusqu'à 300 000 combattants congolais en RDC ; au moment de la rédaction de ce rapport, un audit du nombre réel de soldats est en cours. Il est estimé que le nombre originel pourrait avoir été exagéré de 40 % et que le chiffre final sera de 225 000. Actuellement, l'armée est faiblement coordonnée, marquée par le défaut de paiement des troupes (au 1^{er} juillet, les troupes des FARDC en Ituri ont affirmé qu'elles n'ont pas reçu de paiement depuis janvier, où elles ont été dotées de 60 US\$ pour six mois) et par une capacité insuffisante pour défendre la population ou assurer la sécurité aux frontières. L'intégration et l'opérationnalisation de l'armée (FARDC) doivent être accélérées. Ceci ne peut être réalisé qu'en exerçant une forte pression sur le gouvernement afin qu'il assure le paiement des troupes et passe de façon urgente à la réforme de la police et de l'armée. La réponse efficace de l'armée/police congolaise et de la MONUC le 30 juin dernier devrait être considérée comme un modèle.
- Le massacre au Sud Kivu d'environ 50 civils, pour la plupart des femmes et des enfants, en date du 9 juillet, a été organisé tant par des rebelles rwandais que par des miliciens congolais associés aux FDLR.¹⁸ Le rapatriement forcé des rebelles rwandais devrait aussi être combiné à un désarmement forcé d' "éléments armés incontrôlés" (congolais). Pendant que le processus d'intégration de l'armée est accéléré le rapatriement forcé doit être secondé par le progrès vers une intégration de l'armée congolaise (voir ci-dessus), et un engagement plus clair de la part du gouvernement rwandais à garantir l'amnistie de ceux qui n'ont pas participé au génocide de 1994.
- Des structures de commandement militaire parallèles continuent à miner la mise sur pied d'une armée nationale fonctionnelle. En outre il n'y a pas encore eu de réformes des services de renseignements tels que l'ANR (Agence Nationale de Renseignements).
- Le retard enregistré dans le programme de DDR implique que ex-soldats se retrouvent sans identité et sans assistance. Bien des efforts aient été réalisés pour la réforme de la CONADER et l'accélération du processus de démobilisation. Nombreux sont les ex- combattants qui sont dans les limbes. Bien que n'étant plus des combattants, ils ne peuvent pas pour autant être considérés comme des civils. Leurs besoins (économiques, sociaux et politiques) n'étant assurés, ils continuent à terroriser les populations locales. Ils n'ont pas encore été intégrés dans le processus de paix. Lourde est la menace du spectre du regroupement spontané et de la remobilisation des soldats en Ituri, dans les Kivus et au Nord Katanga.
- Un document daté du 19 juillet a annoncé la formation du "mouvement révolutionnaire congolais (MRC)". Il énonce que celui-ci combat pour les droits du peuple dans les régions de l'Ituri et du nord Kivu, à l'Est de la RD Congo. Le document décrit le MRC comme un mouvement politico-militaire. Il a été signé par 15 hommes pour la plupart recherchés par le procureur général de la ville congolaise de Bunia. Le document indique aussi qu'il a été signé le mois dernier à Kampala en Ouganda. Le porte-parole de l'armée ougandaise, Lieutenant Colonel Shaban Bantariza, a réfuté l'implication des officiels du gouvernement ougandais et a déclaré que l'armée ougandaise a requis que leur gouvernement exerce une pression sur Kinshasa pour intégrer les hommes dans l'armée nationale. A ce propos, la MONUC renvoie à une résolution du conseil de sécurité des Nations Unies, passée en mars dernier, appelant l'Ouganda à ne pas permettre l'utilisation de son

¹⁸Avec les mots de l'un des survivants de Mamba, "ils étaient des Rwandais des deux côtés de la frontière". Il est estimé que jusqu'à 40 % de ces FDLR pourraient être en fait Congolais de nationalité, ayant choisi le combat auprès des FDLR. Ceci crée un problème spécifique puisqu'ils ne peuvent être rapatriés au Rwanda mais, en même temps, ne sont pas éligibles à une assistance en vertu du programme DDR, les FDLR n'étant pas un groupe reconnu.

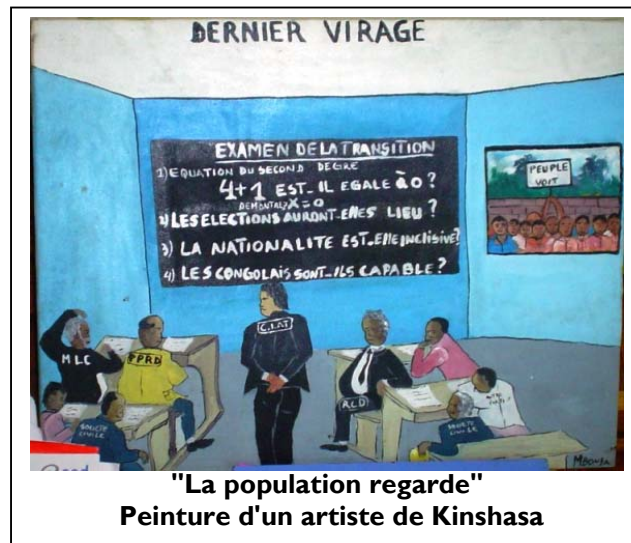


territoire par des groupes armés de la région. La MONUC attire également l'attention sur une autre résolution du Conseil de Sécurité, selon laquelle l'Ouganda est obligé d'extrader quiconque étant suspecté d'avoir commis des atrocités et des violations des droits de l'homme. Il est encore trop tôt pour savoir comment ce nouveau groupe va affecter les dynamiques de conflit dans l'Est, et s'il a la capacité de saper les opérations actuelles tant de la FARDC que de la MONUC. La création de ce mouvement peut aussi bien être une manière de perpétuer la psychose et d'exercer une pression sur Kinshasa.

ELECTIONS EN RDC

La population congolaise nourrit de grandes attentes sur les élections et les considère comme ayant pour but principal le remplacement des leaders arrivés au pouvoir par les armes par ceux légitimement choisis par le peuple. La frustration de la population congolaise envers les individus "incompétents et corrompus" membres du gouvernement national de transition (GNT) s'accroît aussi bien à Kinshasa qu'à l'Est de la RDC.

Au niveau politique, il est probable que presque toutes les composantes du gouvernement actuel vont perdre une portion du pouvoir qu'elles détiennent au sein du GNT. Les hommes politiques sont donc favorables au maintien du statu quo et envisagent de repousser les élections afin de consolider leur pouvoir politique. Pour la première fois depuis août 2004¹⁹, certains membres du RCD à Kinshasa ont menacé de se retirer du processus électoral, mentionnant que "le RCD ne peut plus continuer à prétendre que les institutions de la transition vont assurer la sécurité de la population dans la partie Est de la RDC".²⁰ Les membres des principaux groupes politiques ont



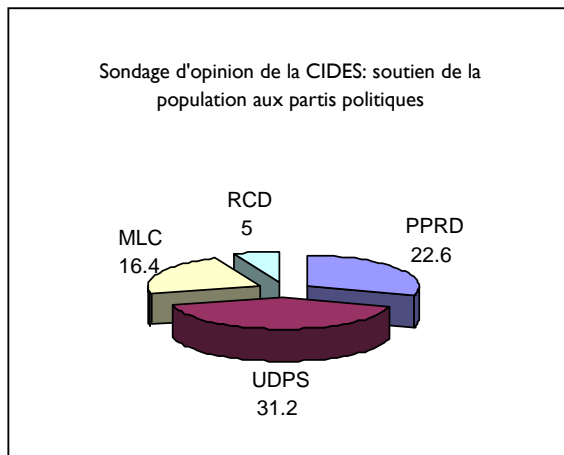
"La population regarde"
Peinture d'un artiste de Kinshasa

peu de raison de soutenir à priori les résultats d'élections libres et justes, à moins qu'ils n'envisagent une augmentation potentielle de leur force actuelle. Les pré-requis pour la réussite de la tenue des élections, telle que l'élimination des structures parallèles de commandement politique et militaire, ne sont pas réalisés sur une grande partie de l'Est de la RDC, rendant encore bien plus risquée toute tentative d'un tel exercice. Sans une intégration de l'armée, l'opportunité de gagner militairement ce qu'ils ont perdu politiquement restera ouverte aux politiciens mécontents.²¹

¹⁹ Après le massacre de plus de 140 Tutsi congolais au camp de réfugiés de Gatumba au Burundi, en août 2004, le RCD s'est retiré de la transition pour deux semaines, jusqu'à l'intervention du président sud-africain Thabo Mbeki.

²⁰ Interview d'un cadre du RCD, Kinshasa, juillet 2005. Malgré que le mécontentement soit partagé par tous les membres du RCD, les proclamations officielles des membres du RCD à Kinshasa réaffirment encore leur soutien au processus de transition et aux élections.

²¹ FEWER-AIP, Copie avancée du rapport *Ballots and Bullets in DRC (Salves et scrutin en RDC)*, programmé pour diffusion en août 2005.



L'UDPS, parti politique d'opposition, bénéficie encore d'un large soutien à Kinshasa et au Kasai, et sera un facteur déterminant dans les élections. Alors que Tshisekedi a officiellement boycotté l'enregistrement des électeurs²², les membres de l'UDPS dans les banlieues de Kinshasa y ont participé massivement. L'"ambassadeur itinérant" She Okitundo, a rencontré au moins trois fois Tshisekedi depuis début de juillet²³. En privé, des conseillers de Kabila ont déclaré qu'il y avait eu des offres de cooptation de l'UDPS pour des postes-clés dans le GNT. Cependant les assistants de Tshisekedi nient avoir reçu une offre formelle de la part des assistants de Kabila allant dans ce sens²⁴.

Ruberwa a mentionné qu'il a rencontré "plusieurs fois" Tshisekedi [depuis le 30 juin] pour encourager une collaboration entre le RCD et l'UDPS, mais il a refusé de déclarer si cela incluait une offre d'attribution de postes à des officiels de l'UDPS au sein du GNT ou non.²⁵

La tentative émanant à la fois du PPRD et du RCD de s'allier à Tshisekedi confirme l'importance que constituerait l'appui de l'UDPS lors des prochaines élections. Un récent sondage effectué sur un échantillon de 1200 personnes et publié par CIDES à Kinshasa a démontré que l'UDPS demeure encore le parti le plus puissant dans la capitale. Même si la popularité de Tshisekedi est encore relativement élevée, ce sondage devrait être pris en compte avec prudence, puisque le président de la CIDES, Jean-Oscar Ngalumulume, est depuis longtemps un partisan de l'UDPS et il est lui-même candidat aux élections présidentielles.

Alors que le RSSG Swing, lors de son récent voyage à Bruxelles, a réussi à réunir 100 millions de US\$ supplémentaires pour l'organisation des prochaines élections provinciales, législatives et nationales, un déficit d'au moins 90 millions US\$ subsiste.²⁶ Les spécialistes en matière d'élection doutent qu'il soit possible de respecter le calendrier des élections, dont le délai est fixé à juin 2006. Un atelier de planification des élections s'est tenu durant la semaine du 17 juillet 2005 avec la participation de la commission électorale, du PNUD et des représentants de chacune des principales composantes du GNT. Des interviews en privé avec les acteurs-clés ont confirmé que, malgré le progrès réalisé pour enregistrer les électeurs, il semble encore incertain que les conditions pré-requis pour l'organisation des élections en juin 2006 pourraient être remplies. Cela est dû à des raisons diverses, dont les principales sont:

- la taille du pays, l'absence de routes et d'infrastructures nécessaires pour l'enregistrement des électeurs et la mise sur pied des lieux de vote en dehors des villes principales. Rappelons que le dernier recensement, organisé en 1985, a été effectué en quatre ans.

²² Voir FEWER-AIP, *Rapport de suivi en RDC du 15 juillet 2005* et les points de presse de l'UDPS à Kinshasa et à Bruxelles, 4-9 juillet 2005..

²³ Interviews de conseillers auprès de She Okitundo, juillet 2005. D'autres membres de cabinet dans l'entourage présidentiel suspectent Okitundo à cause de ses origines du Kasai.

²⁴ Lors d'une interview, l'un des assistants en chef de Tshisekedi a énoncé: "Nous n'avons pas d'offres formelles et n'avons même pas eu d'offres informelles". Interviews, siège de l'UDPS, juillet 2005.

²⁵ Interview téléphonique avec le vice-président Azarias Ruberwa, Kinshasa, juillet 2005.

²⁶ Alors qu'il a été affirmé qu'existe un manque s'élevant jusqu'à 175 millions US\$ (sic!), les élections pourraient être conduites avec un taux acceptable de participation pour la moitié de cette somme, selon des experts électoraux basés à Kinshasa.

- une éventuelle manipulation et fraude électorale due à la décision de ne réaliser qu'un enregistrement des électeurs sans recensement de la population toute entière²⁷. Les spécialistes du processus électoral soutiennent que la combinaison du recensement et de l'enregistrement des électeurs rendra impossible de garantir qu'il n'y aura pas plus d'électeurs que de personnes dans les circonscriptions principales.
- le risque de charcutage électoral dans les circonscriptions électorales de l'Est de la RDC, notamment dans les régions des "plateaux" du Kivu-sud et du Masisi dans le Kivu-sud²⁸.
- d'autres défis techniques et politiques incluant: des bulletins de vote qui portent à confusion en raison de l'adoption d'un "scrutin mixte"²⁹, l'échec du référendum sur la constitution (programmé pour novembre), et le contentieux sur l'enregistrement des "Congolais rwandophones" du Kivu.³⁰

ANALYSE ET PREVISIONS

La priorité donnée aux élections nationales prochaines en RDC est une stratégie risquée de stabilisation. Rassurée par le "succès" des élections au Burundi, on se focalise sur deux fronts, l'enregistrement des électeurs à Kinshasa d'une part, et la conduite des opérations militaires dans le Sud Kivu d'autre part. La crédibilité de la MONUC et de la communauté internationale dépendra de l'acquisition des ressources nécessaires pour le désarmement forcé et le rapatriement des rebelles rwandais basés à l'est de la RDC (FDLR/Rastas). L'armée congolaise est extrêmement mal préparée et est incapable de faire face à 8-10 000 combattants rwandais³¹. Le département des OMP est débordé, surtout avec la nécessité d'obtenir des forces et de l'équipement militaires supplémentaires pour renforcer la mission au Soudan. La question qui se pose dès lors est de savoir qui va désarmer les FDLR. Sans une intervention externe des puissances occidentales, cette question pourrait être rhétorique.³² Les pré-conditions pour tenir avec succès les élections, telles que le retrait des structures parallèles de commandement politiques et militaires, n'existent tout simplement pas dans la majeure partie de l'est de la RDC, rendant toute tentative d'un tel exercice encore bien plus périlleuse. Sans une intégration efficace de l'armée, l'opportunité de gagner militairement ce qu'ils ne peuvent pas obtenir politiquement restera ouverte aux chefs politico-militaires mécontents.

L'adoption comme objectif exclusif des élections néglige le fait que les élections elles-mêmes font partie d'un processus démocratique en cours (en termes politiques et logistiques, aussi bien qu'en termes d'état d'esprit de la population). D'autres questions sont cruciales pour le processus démocratique, tel que le choix d'institutions démocratiques appropriées pour la décentralisation ou l'autonomie, la conception du système électoral, les organes législatifs, les structures judiciaires, etc. Ces questions seront des aspects fondamentaux à suivre à moyen terme (6-8 mois) en tant qu'indicateurs de la stabilité économique et politique en RDC. A court terme (1-3 mois), la MONUC risque de perdre une part de la nouvelle crédibilité qu'elle vient d'acquérir, à

²⁷ Durant les mois d'avril et de mai, a eu lieu un fort désaccord sur la procédure entre les agences spécialisées dans la préparation électorale, le comité international d'accompagnement de la transition (CIAT) et la commission électorale indépendante (CEI). Le CIAT et la CEI ont soutenu la combinaison du recensement avec l'enregistrement des votants alors que les agences électorales ont défendu la thèse selon laquelle cela faciliterait la fraude électorale.

²⁸ La préparation aux élections dans le Masisi en 1991-1992 a eu pour résultat un violent conflit entre les communautés rwandophones et Hunde.

²⁹ Scrutin mixte: se réfère à ce qui est connu comme un système électoral parallèle ou mixte qui utilise à la fois la représentation proportionnelle (RP) et le système du découpage en circonscriptions électorales selon lequel "le gagnant emporte tout".

³⁰ Interview avec le département Afrique Centrale d'International Crisis Group, juillet 2005.

³¹ Recherche sur les Kivus, Kinshasa, mai-juin 2005.

³² A moins que les autorités rwandaises n'adoptent une approche plus conciliante, assurant l'amnistie à ceux qui n'ont pas participé au génocide de 1994 et encourageant ainsi le rapatriement.

moins que ne soit entreprise une action militaire plus forte et plus efficace contre les FDLR et d'autres éléments armés.

LISTE DES ACRONYMES

CEI Commission électorale indépendante

CIAT Comité international d'accompagnement de la transition, alias comité international de suivi

CIDES Convention des institutions démocratiques et sociales

CONADER Commission nationale de démobilisation et réintégration

DRC Désarmement et réinsertion dans la communauté

FARDC Forces armées congolaises

FDLR Forces démocratiques de libération du Rwanda

GNT Gouvernement nationale de transition

MONUC Mission de l'organisation des Nations Unies pour la RDC

OMP Opération de maintien de la paix

PPRD Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie

RCD/Goma Rassemblement congolais pour la Démocratie/Goma

RCD/ML Rassemblement congolais pour la Démocratie/Mouvement de libération

RDC République démocratique du Congo

UDPS Union pour la démocratie et le progrès social